

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 12 Janvier 2012

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Nos réf. : 473/RAAPC/IC11485

Affaire suivie par :

Tél. : 02 37 20 50 50 – Fax : 02 37 20 40 74

Courriel : [ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr)

Vérifié par :

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

0047320120112SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

MISE EN CONFORMITE AVEC :

- L'ARRETE MINISTERIEL DU 03 AOUT 2010 MODIFIANT L'ARRETE DU 20 SEPTEMBRE 2002

RELATIF AUX INSTALLATIONS D'INCINERATION DE DECHETS NON DANGEREUX ;

- L'ARRETE MINISTERIEL DU 18 NOVEMBRE 2011

RELATIF AU RECYCLAGE EN TECHNIQUE ROUTIERE DES MACHEFERS D'INCINERATION DE DECHETS NON  
DANGEREUX.

**SOCIETE VALORYELE**

**ICPE N° 473**

COMMUNE DE OUARVILLE

## 1. OBJET DE LA DEMANDE

### 1.1. Description de l'établissement et historique administratif

L'entreprise VALORYELE exploite une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés et un centre de stockage de balles de déchets situés au lieu-dit « Le bois de la Folie » sur la commune de Ouarville.

Ces installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°3722 du 22 novembre 1996 modifié par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 mai 2004 imposant la mise en conformité de l'installation en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 octobre 2005 autorisant l'augmentation de la capacité d'incinération de déchets ménagers et assimilés à 135 000 t/an ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juillet 2007 modifiant les arrêtés préfectoraux complémentaires du 05 mai 2004 et du 26 octobre 2005 et portant autorisant à détenir des sources radioactives ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2010 autorisant l'exploitation d'un centre de pré-tri et de broyage de déchets ainsi qu'un stockage de balles de déchets.

### 1.2. Présentation de la demande

L'exploitant a transmis deux dossiers :

- par courrier du 11 avril 2011, un dossier de déclaration de modification des trois sources scellées présentes sur le site ;
- par courrier du 16 septembre 2011, un dossier de déclaration d'abandon du projet de broyage de déchets et demande l'abrogation de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2004 relatif à la prévention du risque légionellose dans les tours aéroréfrigérantes.

Deux arrêtés ministériels entraînent la nécessité d'actualiser l'arrêté préfectoral réglementant l'usine d'incinération :

- l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux a été modifié par arrêté ministériel du 03 août 2010 ;
- l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux a remplacé les dispositions de la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération de résidus urbains.

Le présent rapport porte sur ces 4 sujets.

## 2. MODIFICATIONS DU CLASSEMENT SUIVANT LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

### 2.1. Rubrique 1715 - Sources scellées

La société VALORYELE a indiqué par courrier du 11 avril 2011 avoir procédé au remplacement des 3 sources scellées présentes sur le site (3.66 MBq/source) par des sources de 1.84 MBq.

D'après la définition de la rubrique 1700 de la nomenclature des installations classées, l'activité est soumise à déclaration dès lors que le rapport Q est compris entre 1 et  $10^4$ .

Pour une installation dans laquelle un ou plusieurs radionucléides sont utilisés, le rapport Q (sans dimension) est calculé d'après la formule  $Q = \sum (A_i / A_{ex,i})$ , dans laquelle :

- $A_i$  représente l'activité totale (en Bq) du radionucléide i ;
- $A_{ex,i}$  représente le seuil d'exemption en activité du radionucléide i.

Avec les nouvelles sources scellées, le rapport Q est égal à  $3 \times 1.84.10^6/10 = 0.552$ , sachant que le seuil d'exemption du C14 dioxyde est de  $10^7$ . Le rapport Q est donc inférieur à 1 donc le site n'est donc plus soumis à la rubrique 1715 de la nomenclature des installations classées.

## **2.2. Rubrique 2791 - Installation de broyage de déchets**

La société VALORYELE a indiqué par courrier du 16 septembre 2011 que le projet de broyage de déchets ne sera pas réalisé sur le site de Ouarville. Cette activité relève de la rubrique 2791 « installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 ».

Les prescriptions relatives à l'application de la rubrique 2791 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 août 2010 présenté au CODERST du 02 juillet 2010 sont abrogées

Du fait des arrêtés ministériels du 13 décembre 2004 relatifs aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des ICPE, l'arrêté préfectoral du 12 mars 2004 est tombé en désuétude donc est abrogé.

Le tableau de classement qui figure à l'article 2 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire actualise la nouvelle situation administrative de l'établissement et le classement des activités de l'établissement en tenant compte des évolutions susmentionnées.

## **3. MODIFICATIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 20 SEPTEMBRE 2002**

Ces modifications concernent principalement :

- l'obligation de mettre en place une mesure en semi-continu des dioxines et furannes à compter du 01<sup>er</sup> juillet 2014 ;
- l'obligation de mettre en place une mesure en continu de l'ammoniac à compter du 01<sup>er</sup> juillet 2014 ;
- l'obligation de fixer dans les arrêtés préfectoraux des installations les valeurs limites à l'émission sur les flux polluants dans les rejets gazeux ;
- l'obligation de mesurer la performance énergétique de l'incinérateur.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire prend en compte l'ensemble de ces modifications.

Les échéances correspondant à l'application de l'arrêté du 03 août 2010 sont prescrites à l'article 11 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Les flux maximaux journaliers ont été déterminés par l'exploitant en prenant en compte les hypothèses de l'étude d'impact des installations et les VLE mentionnées au paragraphe 17.1.E de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 mai 2004. Les flux sont inférieurs ou égaux aux flux déterminés par le produit de la concentration maximale autorisée avec le débit maximal de fumées (débit de dimensionnement du traitement des fumées). Ils sont inférieurs aux hypothèses de flux retenus dans l'étude d'impact du site.

## **4. MODIFICATIONS DE LA CIRCULAIRE DU 09 MAI 1994 RELATIVE A L'ELIMINATION DES MACHEFERS D'INCINERATION DE RESIDUS URBAINS**

Les mâchefers sont des résidus non dangereux provenant de l'extraction des matières solides en sortie du four d'incinération. Certains sont valorisables, d'autres doivent être stockés en installation de stockage de déchets non dangereux.

Précédemment, la valorisation des mâchefers était régie par les dispositions de la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération de résidus urbains. Cette circulaire définissait trois catégories de mâchefers, ces catégories étant déterminées sur la base des caractéristiques physiques et chimiques et du potentiel polluant :

- mâchefers à faible fraction lixiviable dits de catégorie V (valorisable);
- mâchefers intermédiaires, dits de catégorie M (maturable) ;
- mâchefers à forte fraction lixiviable, dits de catégorie S (stockage).

L'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux a modifié les dispositions de la circulaire précitée. Cet arrêté fixe désormais les conditions techniques permettant de déterminer si les mâchefers peuvent ou non faire l'objet

d'une valorisation en technique routière et énumèrent les paramètres à analyser pour le comportement à la lixiviation et pour la teneur intrinsèque en éléments polluants.

Le comparatif sur la définition d'un mâchefer valorisable entre les dispositions de la circulaire du 9 mai 1994 et celles de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 (pour un usage routier de type 1, valeurs sur fractions lixiviées – cf. article 17.5.I.a du projet d'arrêté) est effectué dans le tableau ci-dessous :

| Paramètre        | Circulaire du 9 mai 1994                                 | Arrêté ministériel du 18 novembre 2011                   |
|------------------|--|--|
|                  | Valeur limite à respecter<br>(en mg/kg de matière sèche) | Valeur limite à respecter<br>(en mg/kg de matière sèche) |
| Arsenic          | 2  | 0,6  |
| Baryum           | -  | 56   |
| Cadmium          | 1  | 0,05   |
| Chrome total     | -  | 2  |
| Cuivre           | -  | 50   |
| Mercur           | 0,2  | 0,01   |
| Molybdène        | -  | 5,6  |
| Nickel           | -  | 0,5  |
| Plomb            | 10   | 1,6  |
| Antimoine        | -  | 0,7  |
| Sélénium         | -  | 0,1  |
| Zinc             | -  | 50   |
| Fluorure         | -  | 60   |
| Chlorure         | -  | 10 000   |
| Sulfate          | 10 000   | 10 000   |
| Fraction soluble | -  | 20 000   |

Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 impose la réalisation d'analyses sur les paramètres suivants (appelées teneur intrinsèque en éléments polluants) :

- BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) ;
- PCB (polychlorobiphényles) – (7 congénères) ;
- Hydrocarbures (C10 à C40) ;
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques
- Dioxines et furannes.

Un mâchefer est considéré comme pouvant être recyclé au sein d'ouvrages routiers au regard de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 si, pour l'ensemble des paramètres précités, les valeurs associées au lot trimestriel, représentatives du comportement à la lixiviation ou la teneur intrinsèque en éléments polluants, ne dépassent pas les valeurs limites reprises aux articles 17.5.I.b et 17.5.I.c du projet d'arrêté joint en annexe du présent rapport.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire prend en compte l'ensemble de ces modifications.

Les échéances correspondant à l'application de l'arrêté du 18 novembre 2011 sont prescrites à l'article 12 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

## 5. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les modifications présentées par la société VALORYELE à Ouarville ne sont pas substantielles, elles ne nécessitent donc pas une nouvelle procédure d'autorisation. Ces modifications respectent par la réglementation en vigueur.

Le service instructeur émet un avis favorable sur le dossier sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport.

## **6. CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, il est proposé au préfet d'Eure-et-Loir de saisir le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques pour avis sur le projet d'arrêté préfectoral annexé à ce rapport.

--==--

L'ingénieur de l'industrie et des mines,

Vu et transmis avec avis conforme,  
Pour le directeur,  
Le Chef du Service Environnement Industriel et Risques